

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 14/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE

Rue Antoine Becquerel - CS 17216
11100 Narbonne

Affaire suivie par : BAROUSSE Julien
Téléphone : 04.48.18.59.05
Courriel : julien.barousse@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UID11/66-C3-2024-095
Code AIOT : 0006606318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2023 dans l'établissement SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE implanté LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne. L'inspection a été annoncée le 04/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE
- LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne
- Code AIOT : 0006606318

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Lambert IV exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée est une installation de stockage de déchets non dangereux ultimes issus des ménages ou des entreprises de l'Aude et des départements limitrophes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».
-

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	exploitation du centre de stockage	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.4.2.1	Sans objet
2	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.2.4.	Sans objet
3	Volume mort destiné à la réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.3.7.2	Sans objet
4	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.1	Sans objet
5	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.4.2	Sans objet
6	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection, centrée sur le risque incendie, n'a pas constaté d'écart notable avec la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : exploitation du centre de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.4.2.1
Thème(s) : Autre, principes GENERAUX
Prescription contrôlée : [...] Le mode de stockage doit permettre de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. L'exploitant met en place autour de la zone d'exploitation, un système permettant de limiter les envols. Un casier « grand vent » au cœur du massif de déchets si nécessaire sera installé ainsi que des filets fixes de grande hauteur en bordure de Lambert IV dans l'axe des vents dominants. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation. [...]
Constats : Les filets sont en majorité nettoyés. Cependant la zone autour de l'unité de valorisation du biogaz

comprend de nombreux déchets plastiques. Il est demandé à l'exploitant de procéder régulièrement au nettoyage de toutes les zones de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, réseaux de collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents liquides sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. ...]
Constats : Les fossés de collecte des eaux de ruissellement sont exempts de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Volume mort destiné à la réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.3.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Volume mort destiné à la réserve incendie
Prescription contrôlée : [...] Le bassin de stockage des eaux pluviales internes a un volume de 31 500 m ³ dont 5 000 m ³ de volume mort destiné à la réserve incendie et à l'irrigation du site. L'exploitant met en place un dispositif permettant de s'assurer à tout moment du volume de réserve. [...]
Constats : D'après l'échelle visuelle en bord de bassin de rétention mise en place par l'exploitant, le volume destiné à la réserve incendie est disponible dans le bassin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : [...] Les abords du site doivent être débroussaillés selon les modalités prévues par l'arrêté préfectoral relatif au débroussaillage dans l'Aude, de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur l'exploitation.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant avait commencé le débroussaillage sur la route d'accès. Il est demandé à l'exploitant de démarrer le débroussaillage plus tôt dans la saison, idéalement à partir du mois de mai.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que les éventuelles installations électriques et de chauffage conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Les installations, appareils de stockages dans lesquels sont mise en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses font également l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : L'exploitant a fourni un registre mentionnant une vérification des poteaux incendie et potences le 05/06/23 par la société UXELLO et des extincteurs le 19/05/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué avoir organisé un exercice "risque chimique" avec le SDIS le 5/12/22, qui a aussi visité la totalité du site. De plus, d'après un document de la société Manuteo, il a prévu d'organiser une formation "équipier de 1ere intervention" le 15/06/2023 pour les employés.
Type de suites proposées : Sans suite